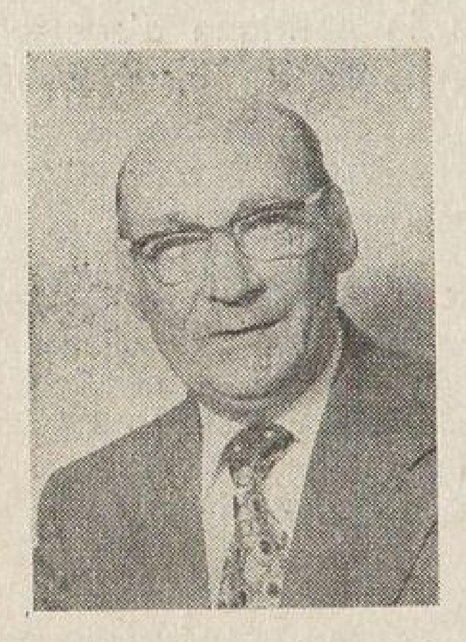
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — 5e CIRCONSCRIPTION - BOULOGNE-SUD

AVEC LES COMMUNISTES POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT



BARDOL Jean
Député-maire de Saint-Etienne-au-Mont
Conseiller régional
Instituteur

Il n'est pas une région en France qui ne subisse durement les conséquences de la politique menée par Giscard d'Estaing, Barre, Chirac et Cie. Mais notre région boulonnaise est particulièrement affectée dans tous les domaines.

Les A.P.O... bradées, la pêche et ses activités annexes... bradées, Molnlycke... bradée, l'industrie de la céramique... bradée, etc... Six mille chômeurs dans l'arrondissement, les réductions d'horaires, l'angoisse du lendemain, l'avenir bouché pour les jeunes. Des bas salaires et de faibles pensions, mais des prix qui n'en finissent pas de monter tout comme les impôts, les loyers, les charges. Les paysans dont le revenu diminue, les artisans et les commerçants avec leurs lourdes charges connaissent des difficultés... Mais de l'autre côté de la barrière, jamais les riches n'ont été aussi riches, jamais les profits des banques et des grandes sociétés n'ont été aussi élevés.

Chacun reconnait le dévouement et la compétence de Jean BARDOL. Il a fait ses preuves au service des travailleurs, des petites gens qu'il défend, qu'il aide quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. Vous ne pouvez avoir de meilleur député.

CHANGER POUR VIVRE ENFIN

C'est pourquoi une immense aspiration au changement s'exprime dans tout le pays. Depuis 15 ans, vous le savez, nous luttons pour réaliser l'union de toutes les forces démocratiques de toute la gauche sur un programme commun de gouvernement. Ce programme bien actualisé permettra la relance des activités économiques et l'élimination du chômage par la création de 500 000 emplois par an.

Dès avril, il vous apportera le salaire minimum à 2 400 F et l'augmentation des salaires, traitements et pensions, la revalorisation de 50 % des allocations familiales, les 40 heures en cinq jours, la 5e semaine de congés payés, le congé-maternité porté à 18 semaines, le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, la pension minimum vieillesse à 1 300 F, l'extension des droits des travailleurs à l'entreprise, la suppression ou la diminution de l'impôt pour les petits et moyens contribuables. une garantie de ressources pour les agriculteurs.



DEFRANCE Francis
Député-suppléant sortant
Instituteur

FAIRE PAYER LES RICHES

Naturellement pour réaliser les mesures sociales que nous proposons, il faut s'en donner les moyens. Nous avons soigneusement chiffré le programme social qui coûtera 147 milliards. Cet argent on peut le trouver tout simplement en faisant payer les riches et voici les mesures que nous proposons.

La suppression de la fraude fiscale et l'impôt sur les grosses fortunes fourniront 40 milliards de francs ; l'impôt sur le capital et les sociétés en fournira 29. La suppression des gaspillages financiers et économiques dégagera une valeur de 138 milliards. Nous disposerons donc de 207 milliards dès la première année.

Cela suppose, bien sûr la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et des neuf groupes industriels définis dans le Programme Commun en 1972, plus la sidérurgie, Peugeot, Citroën et la Compagnie française des Pétroles.

POURQUOI LE PARTI SOCIALISTE REFUSE-T-IL L'UNION ?

Malheureusement, le Parti socialiste refuse de rompre franchement avec la politique d'austérité et de prendre contre les riches et le grand patronat les mesures indispensables. Il veut vider les nationalisations de tout contenu et refuser un véritable impôt sur le capital. Par contre, dans le programme qu'il vient de présenter et qui n'est plus le programme commun, il accorde 27 milliards (de francs lourds) aux capitalistes en diminuant leurs charges sociales.

Ce sont les petits et moyens contribuables qui les paieront et pour eux le barème de l'impôt ne sera pas révisé, allégé.

Dans son programme, le P.S. abandonne des réformes sociales prévues par le Programme Commun et importantes comme l'augmentation de 50 % des allocations familiales, le retour au remboursement des soins à 80 % et 100 % par la Sécurité Sociale, la semaine de 40 heures, la retraite à 55 ans pour les femmes.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi le Parti socialiste après avoir rompu les négociations, refuse de reprendre la discussion et rejette nos fervents appels à l'Union. Il veut garder les mains libres aussi bien sur la politique que sur le gouvernement de demain.

POUR L'UNION, LE CHANGEMENT, LA VICTOIRE

Pourtant, la conclusion d'un accord politique portant à la fois sur le programme et sur le gouvernement constitue bien le moyen de garantir de bons désistements et d'aller à la victoire et au changement.

Nous n'y renonçons pas, nous n'y renoncerons jamais car nous voulons l'Union sur un programme commun bien actualisé, nous voulons en finir avec la malfaisante politique giscardienne, nous voulons une politique faite pour les travailleurs, les simples gens, nous voulons un gouvernement de gauche avec des ministres communistes ce qui vous donne la garantie que vous serez bien défendus.

Chaque voix pour Jean BARDOL, c'est une voix pour l'Union et le changement. Plus il y aura de voix communistes, plus il sera possible de sauver l'Union et de faire revenir le Parti socialiste à un bon accord de gouvernement.

VOTER COMMUNISTE LE 12 MARS

C'EST LA DISCUSSION LE 13

C'EST LA VICTOIRE LE 19

Votez Jean BARDOL

VU, LES CANDIDATS

Imprimerie Commerciale Fivoise, Lille